

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL



إدارة الفلاحة والتنمية الريفية

Le Ministre

الوزير

Alger, le رقم: ٢٥٨ / أ.و.

البرقي 07 مارس 2011

CIRCULAIRE

MESSIEURS :

- LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CNMA.
 - LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CNMA,
- EN COMMUNICATION A MESSIEURS LES DSA

Objet : Renouvellement des organes d'administration des caisses de mutualité agricole

La présente circulaire a pour objet de fixer les conditions et les modalités du renouvellement des organes d'administration des caisses de mutualité agricole dont le mandat est arrivé à échéance.

Le renouvellement des organes d'administration des caisses de mutualité agricole doit être l'occasion privilégiée d'un élargissement significatif de la base des sociétaires et ce, par une ouverture plus grande de la mutualité à l'ensemble des acteurs du monde agricole et rural et de l'industrie agroalimentaire.

Ainsi engagé, ce double processus permettra, sans nul doute, de redynamiser de manière durable les activités de ces dernières et de promouvoir le développement et l'intégration des différents segments de l'économie agricole et rurale.

1. DES PRINCIPES REGISSANT LE MUTUALISME AGRICOLE

Les actions de renouvellement des organes d'administration, d'élargissement du sociétariat à de nouveaux adhérents et de redynamisation des activités économiques et sociales du monde agricole et rural commandent une juste réhabilitation des principes de base régissant le système mutualiste.

Il s'agit, notamment, de revenir aux fondements essentiels du mutualisme agricole que sont :

- ***l'entraide et la solidarité entre les sociétaires***, qui leur permettent de disposer collectivement des moyens d'accès à des services et à des prestations de diverses natures dans les meilleures conditions de qualité, de célérité et de coût ;
- ***la gestion démocratique des institutions de la mutualité agricole***, organisée sous la forme d'une représentation directe des sociétaires qui leur permette de défendre leurs intérêts collectifs ;
- ***la responsabilité collective des sociétaires*** lesquels, à travers l'assemblée générale, exercent des pouvoirs en matière de réglementation générale du fonctionnement de la Mutualité, d'approbation des budgets, de contrôle de la gestion des conseils d'administration et de décision dans la répartition des résultats ;
- ***le bénévolat*** qui doit présider à l'exercice des responsabilités au sein des organes dirigeants des caisses de mutualité.

2. DES CONDITIONS ET DES MODALITES D'ORGANISATION DES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT

Les opérations liées à la représentation démocratique des sociétaires au niveau des organes d'administration des caisses de mutualité agricole doivent être conformes aux dispositions légales, notamment statutaires et réglementaires.

Une instruction de la Direction générale de la Caisse nationale de mutualité agricole, détaillera les opérations de ce renouvellement des organes d'administration des caisses et viendra, en tant que de besoin, compléter ces dispositions.

J'insiste cependant sur le strict respect, par les responsables concernés, des orientations suivantes :

2.1. Droit de vote et éligibilité

Tout sociétaire dispose du droit d'élire ses représentants et de postuler à la fonction d'administrateur ou de président d'une caisse régionale ou de la caisse nationale.

S'agissant de la candidature aux différents postes de responsabilité, il est impératif que les postulants soient préalablement informés des droits et des devoirs attachés à ces fonctions, ainsi que des conditions d'exercice de ces responsabilités, y compris celles qui sont collectives. De plus, pour certaines fonctions au niveau national, des critères de qualification ont été fixés par voie réglementaire, validés par le Conseil d'administration de la CNMA, et doivent être communiqués aux candidats postulants.

2.2. Garantie de la transparence des élections

Afin de garantir la transparence du scrutin et d'assurer l'honnêteté des résultats des votes, la présence d'un huissier de justice aux assemblées générales est requise. Il aura la charge de s'assurer du respect des dispositions légales et statutaires et du déroulement démocratique des élections à bulletin secret, de prendre la responsabilité de l'opération du dépouillement des bulletins de votes, de communiquer au président de séance les résultats obtenus et d'en dresser procès verbal.

2.3. Calendrier des opérations

Les opérations de vote doivent se dérouler conformément aux dates et selon les étapes suivantes :

- **La campagne de sensibilisation**

Une action d'information intensive à destination des sociétaires, et en direction de nouveaux adhérents, doit être entreprise par les moyens adéquats, susceptibles de toucher le plus grand nombre sur l'ensemble du territoire national.

Cette action d'information doit être l'occasion de faire la promotion du système mutualiste en agriculture, de vulgariser d'une manière plus large les principes qui le régissent ainsi que les conditions et les modalités de gestion de ses institutions.

La campagne d'information doit être lancée à partir de la deuxième quinzaine du mois de mars 2011. Des plaquettes, où seront rappelés les droits et les devoirs des sociétaires, des administrateurs et des présidents des conseils d'administration, seront imprimées et serviront de support à cette campagne.

- **L'opération d'assainissement des listes et d'élargissement du sociétariat**

L'opération d'assainissement des listes des sociétaires des caisses régionales doit être achevée au plus tard le 30 mai 2011. Elle doit donner lieu à l'établissement des listes des sociétaires où seront portés les noms des nouveaux adhérents, l'ensemble devant faire l'objet d'une convocation individuelle pour la tenue de l'assemblée générale.

- **L'organisation des assemblées générales**

Une fois arrêtée la liste des sociétaires adhérents, une assemblée générale doit être convoquée – qui regroupera ces derniers, directement ou par secteur géographique –, afin d'élire à bulletin secret les administrateurs parmi ceux qui auront fait acte de candidature.

Parallèlement, pour les caisses régionales dont le nombre élevé de sociétaires ne permet pas la tenue d'une assemblée générale directe, un découpage géographique doit être réalisé afin d'organiser des assemblées générales primaires indirectes de sociétaires qui éliront leurs représentants à l'assemblée générale directe. Ce découpage devra être achevé au 30 juin 2011.